

## MOTOSHIGE ITOH

Professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

M. Itoh, je suis curieuse de savoir si vous partagez le point de vue de M. SaKong sur ces nouvelles institutions financières dirigées par la Chine en Asie. Êtes-vous d'accord avec lui sur le fait qu'elles ont principalement un rôle à jouer dans les infrastructures et peuvent être utilisées pour la croissance et l'économie mondiale ?

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Avant de répondre à votre question, laissez-moi juste faire un bref commentaire. Le FMI, la Banque mondiale, le GATT et l'OMC sont toujours très importants, mais il faut aussi admettre que la communauté est devenue beaucoup plus sophistiquée que lorsque ces institutions ont été mises en place. Par exemple, le GATT s'occupe surtout de diminuer les taxes à l'importation de marchandises manufacturées entre les nations industrialisées, et quand on restreint la discussion à ce domaine cela rend les choses tellement plus simples. Lorsque le FMI a été établi, il était soutenu financièrement par les pays développés pour assurer la stabilité de la monnaie dans ces pays. Tout a changé en 1973 quand les pays développés sont passés à des taux de change flexibles, et maintenant nous utilisons de l'argent des pays développés plus pour la stabilité des pays en développement ; le rôle du FMI est donc en train de changer.

Par conséquent, le rôle de ces institutions internationales est très important, et nous devons les changer davantage pour gérer les problèmes immédiats. Par exemple, on pourrait avoir besoin de négociations commerciales régionales, et comme l'a dit quelqu'un, la négociation en elle-même est très importante pour promouvoir le mouvement dans la politique intérieure. Lorsque les négociations de l'OMC sont à l'arrêt, nous devons trouver autre chose pour créer du mouvement.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

C'est ce qui se passe.

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Oui. En ce qui concerne l'AIIB, je ne suis pas très sûr, mais nous devons nous rappeler qu'il y a un grand nombre de contributions unilatérales sur l'infrastructure par chaque pays. La Chine est très grande, et vous devez garder à l'esprit qu'une grande partie de l'argent vient de Chine, donc c'est partiellement une réaction de la Chine, mais la Chine déploie beaucoup de talent à inviter d'autres pays à participer, donc nous devons la surveiller de très près.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

Tout le monde veut y être. De nombreux pays occidentaux ont décidé d'investir dans l'AIIB.

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Oui, et si l'AIIB réussit et possède un bon système de gouvernance pour surveiller le projet et ses suites, alors elle va se développer, sinon elle ne se développera pas.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

C'est censé être une mauvaise nouvelle pour la Banque asiatique de développement qui est quasiment gérée par les Japonais.

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Ce n'est pas juste le Japon mais aussi l'Amérique et d'autres pays asiatiques. Les conditions sont très importantes de toute façon, car on doit toujours changer pour assurer la stabilité, mais la BAD a une grande tradition de sophistication dans les affaires. Par conséquent, l'expérience de la BAD peut être utile concernant l'AIB.

Cependant, laissez-moi vous parler un peu plus des aspects économiques. Nous avons subi une attaque terroriste et cela m'a rappelé les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Vous vous souvenez peut-être qu'il y avait beaucoup de pessimisme à propos des perspectives de l'économie mondiale après le 11 septembre. Ensuite, nous avons eu le concept des BRICS, dont le nom nous vient, je crois, de M. O'Neill de Goldman Sachs, et il m'a dit une fois que la croissance des pays émergents était bien plus grande que le tableau pessimiste post-11 septembre, et c'était vrai en fait : nous avons connu une croissance incroyable entre 2000 et 2008.

Comparé à cette période, malheureusement, les BRICS sont maintenant plus un risque qu'autre chose.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

Enlevez le Brésil et la Russie et il ne reste pas grand-chose.

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Oui, donc il faut réfléchir très sérieusement sur ces conditions, pas seulement sur le terrorisme en lui-même, mais plus sur l'environnement économique mondial, qui change énormément. La Chine sera un sujet important de cette conférence et est l'un des acteurs les plus importants des BRICS à cause de sa taille et de sa croissance incroyable. Cependant, dans le même temps, à cause du changement de politique après la crise de Lehman, les dépenses élevées dans les infrastructures et l'industrie lourde ont causé des problèmes bien plus compliqués, comme un surinvestissement considérable en infrastructures, des bulles dans le marché immobilier, trop de prêts à des entreprises nationalisées ou des gouvernements locaux, donc la Chine a raison de changer de direction vers ce que l'on appelle la « nouvelle normalité », passant de l'industrie au secteur des services et de la croissance basée sur l'investissement à la croissance basée sur la consommation, et visant un rythme de croissance plus modeste.

Le problème c'est que nous ignorons si on peut atterrir en douceur avec cette nouvelle normalité, et afin d'atteindre la nouvelle normalité en termes de croissance, les Chinois se sont lancés dans une privatisation spectaculaire du secteur des services.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

Sur quoi pariez-vous ? Est-ce que ce sera un atterrissage en douceur ou allons-nous tous souffrir ?

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

Le marché surveille toujours. Quand tout le monde parle d'une crise, elle ne se produit jamais, mais quand elle se produit, tout arrive très vite. Cela peut être 90 ou 5 %, mais il s'agit juste de garder un bon équilibre. Cependant, il peut y avoir de mauvaises coïncidences, donc nous devons être très vigilants à l'heure actuelle, mais pas de façon très pessimiste.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

En restant sur le sujet de l'économie, nous avons noté un ralentissement chinois, et vous dites que personne ne se prononce et qu'on ne sait pas si l'atterrissage sera doux ou douloureux. Si on regarde le Japon, votre pays, on a eu trois années intéressantes depuis l'élection de M. Abe. Il a vraiment essayé d'imposer de nombreuses politiques nouvelles, et elles n'ont pas eu beaucoup de succès, puisque le Japon est techniquement à nouveau en récession. Pouvez-vous expliquer pourquoi cela n'a pas marché ?

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

L'expérience japonaise ne sert pas juste pour le Japon ; c'est un très bon cas d'étude pour ce qu'on appelle la stagnation séculaire, qui a été discutée en premier par Larry Summers. Les pays européens sont face à un problème très similaire, ainsi que les Etats-Unis dans une certaine mesure. Il est très difficile de sortir de dix ans de déflation, et nous avons besoin de mesures spectaculaires. Après une mesure spectaculaire de M. Kuroda, le gouverneur de la Banque du Japon, vous vous en souvenez peut-être, le cours des actions a augmenté de 150 %, le bénéfice de plus de 30 %, le taux de change a beaucoup bougé et le taux de chômage est tombé à 3,1 %.

Cependant, le problème est que les majeures parties de l'économie, que ce soit la consommation, l'investissement ou la production, ont été très lentes à répondre car cette déflation était très profondément enracinée. Ce que nous voyons maintenant au Japon est un type de transformation très important depuis la phase originelle d'expansion à la transition vers l'économie réelle, et deux éléments sont très importants. Le premier est le marché du travail, où la demande est croissante, donc si la transformation entraîne une augmentation des salaires, cela constituera un très bon déclencheur pour soutenir la consommation, et c'est aussi très important pour obtenir un processus continu d'inflation modérée. Le second élément est l'investissement. Le secteur des affaires a accumulé d'énormes sommes d'argent, car il gagne énormément maintenant, mais il ne l'utilise probablement pas, donc encore une fois l'inflation est importante, car le Japon pourrait entrer dans une phase de taux d'intérêt négatif pour la première fois depuis 40 ans, ce qui serait très important pour promouvoir ce genre d'action du secteur des affaires.

**Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos***

Vous dites que l'augmentation des salaires est importante, et bien sûr faire entrer les femmes dans la population active est une autre chose pour laquelle M. Abe s'est battu, mais là encore c'est très lent.

**ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon**

C'est un problème social très complexe. Ce qui est important pour nous, c'est un engagement politique très fort, mais nous devons être très patients afin de changer la mentalité masculine concernant la participation dans les entreprises familiales, et nous devons également changer le système d'imposition et tout le reste. Cependant, l'important, c'est que, j'espère, le Japon a commencé à aller dans cette direction.